

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTRE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2020

RAPPORT A MI-PARCOURS SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2020

(FIN JUIN 2020)

Le présent rapport à mi-parcours sur l'exécution du budget 2020 vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2020 à travers l'évaluation macroéconomique, l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses. Il présente également les perspectives de l'évolution du budget à fin décembre 2020.

1^{ère} PARTIE : EVALUATION AU PREMIER SEMESTRE 2020 DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE

I.1. AU PLAN INTERNATIONAL

Au cours du premier semestre de l'année 2020, l'activité économique mondiale a été marquée par la pandémie de la maladie à coronavirus. En effet, les différents secteurs d'activités, l'offre et la demande de biens et services, les échanges ainsi que les marchés financiers ont été fortement perturbés par les effets des dispositions restrictives dans de nombreux pays pour freiner l'aggravation de la COVID-19.

Aussi, l'aménagement graduel de ces mesures et la mise en place de plans de relance économique dans bon nombre d'Etats européens, asiatiques et américains, n'ont pu permettre de restaurer une économie mondiale morne.

L'économie mondiale a enregistré par rapport à la même période de 2019 une baisse des cours du pétrole brut (-39,6%), du coton (-14,3%) et du caoutchouc (-13,5%) ainsi qu'une dépréciation de l'euro de 2,5% par rapport au dollar américain et (-4,1%) par rapport.

Toutefois, les principaux produits d'exportation ont connu une hausse des cours (cacao (+5,1%), du café (+7,3%), de l'huile de palme (+17,7%) et de l'or (+26,0%).

Dans ce contexte le FMI prévoit une baisse du PIB mondial de 5,2% en 2020, contre 3% initialement prévu.

I.2. AU PLAN NATIONAL

L'économie ivoirienne tout comme celle du reste du monde a subi les effets de la pandémie à coronavirus. Elle a enregistré un ralentissement dans l'exécution des investissements et une baisse des activités des différents secteurs de l'économie.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis en place un Plan de Soutien Economique, Social et Humanitaire (PSESH) d'un montant de 1 700 milliards. De plus la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a annoncé un ensemble d'actions envers le secteur bancaire et financier en vue de faciliter le financement de l'activité économique et soutenir d'avantage la reprise économique.

L'économie nationale a également bénéficié de la poursuite de la mise en œuvre des grands projets d'infrastructures publiques du Plan National de Développement (PND) 2016-2020. Aussi, le montant des investissements agréés par le CEPICI à fin juin 2020 connaît une augmentation de 54,8%, comparativement à la même période de 2019 pour se situer à 407 milliards.

Au niveau du secteur primaire

Au niveau du secteur primaire, l'on a pu noter une dissimilitude dans les performances de certaines activités agricoles. Si les productions de la noix de cajou (13,3%), du coton (2,2%), du sucre (1,4%), de l'ananas (13,3%) et de la banane (22%) ont connu une hausse, celle du café, du cacao et du bois ont baissé respectivement de 10,9%, 12,5% et de 16,5%.

Les mesures prises par le Gouvernement pour atténuer l'effet de la COVID 19 au niveau de ce secteur est octroyé un financement de 300 milliards au secteur agricole dont 250 milliards pour l'agriculture d'exportation et 50 milliards pour l'agriculture vivrière. Un montant de 150,8 milliards a déjà été décaissé sur les 300 milliards prévus.

Au niveau du secteur secondaire

Le rythme de progression de l'activité industrielle connaît une baisse en passant de 3,1% à la fin du premier trimestre à 0,2%. Elle enregistre de ce fait une quasi-stagnation du fait de l'effet simultané de l'accroissement des industries de production et de distribution d'électricité, de gaz, d'eau (4,2%) et des industries environnementales (3,3%), de la stagnation des industries extractives et de la régression des industries manufacturières (0,2%).

Les mesures envisagées dans ce secteur pour faire face aux répercussions de la pandémie à coronavirus concernent l'allègement des formalités douanières et les appuis financiers accordés aux entreprises publiques en difficulté. Les fonds de soutien mis en place à cet effet sont celui destiné aux grandes entreprises (FSGE) qui s'élève à 100 milliards de FCFA, aux petites et moyennes entreprises d'un montant de 150 milliards de FCFA ainsi que le fond d'appui au secteur informel d'un montant de 100 milliards de FCFA.

Au niveau du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a été caractérisé par une régression du chiffre d'affaire du commerce de détail de 5,4% et par une contraction de l'ensemble des activités de transport. Le nombre de passagers commerciaux (-57,3%), le trafic de marchandises dans le maritime (-9,8% à fin mai) et dans le ferroviaire (-9,6%) ainsi que le transport routier (-4,4%) se replient. Seul le secteur des télécommunications a été connaît une progression de son chiffre d'affaire global et du nombre d'abonnements respectivement de 6,0% et 6,3%. Un fonds visant à soutenir les travailleurs mis en chômage du fait de la crise sanitaire ainsi que les ménages vulnérables a été également mis en place.

Evolution d'autres principaux agrégats économiques

Les échanges extérieurs hors biens exceptionnels ont subi une chute en valeur de -4,2% au niveau des exportations et de -4,4% au niveau des importations qui est due essentiellement à la baisse des prix d'achat de biens de consommation.

la situation monétaire quant à elle a été marquée par la baisse des taux directeurs de 50 points par les autorités monétaires. La masse monétaire au sens large M2 s'est de ce fait accru de 15,6%.

Enfin, le marché boursier sous régionale a enregistré la baisse des indices BRVM (-19,4%) et BRVM Composite (-17,4%). Cette baisse s'explique par la chute de la plupart des indices boursiers sectoriels.

2^{ème} PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2020

II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin juin 2020 s'élèvent à **3.403,8 milliards de FCFA** pour une prévision révisée de **3.643,3 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 93,4%. Elles comprennent 1.886,4 milliards de FCFA de recettes budgétaires (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et 1.517,5 milliards de FCFA de ressources de trésorerie (privatisations, vente d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **1.740,5 milliards de FCFA** à fin juin 2020, en dépassement de 156,1 milliards de FCFA par rapport à l'objectif révisé à la baisse à 1.584,2 milliards de FCFA pour tenir compte du ralentissement des activités économiques dû à l'impact de la Covid-19, contre une prévision initiale de 2.052,9 milliards de FCFA.

L'écart positif par rapport à l'objectif révisé est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **l'impôt BIC hors pétrole** a été collecté à hauteur de 185 milliards de FCA contre 121,6 milliards de FCA prévus, soit un écart positif de 63,3 milliards. Ce résultat est lié au paiement de cet impôt aux échéances légales par bon nombre d'entreprises, en dépit du moratoire de trois mois accordé par l'Etat ;
- **les Taxes sur produits pétroliers** se sont chiffrées à **219,9 milliards de FCFA**, soit un écart positif de 34,6 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 185,4 milliards de FCFA. Cette performance est due, d'une part, à l'évolution favorable de la taxation et d'autre part, à des volumes mis à la consommation plus élevés par rapport aux projections (1.032,2 millions de litres de réalisation globale pour une prévision de 985,5 millions de litres) ;
- **les impôts sur revenus et salaires** ont été encaissés à hauteur de 246,7 milliards de FCFA, pour une prévision de 227,2 milliards de FCFA. L'écart positif de 19,5 milliards de FCFA enregistré s'explique également par le paiement de ces impôts par certaines entreprises, nonobstant le moratoire qui leur a été accordé ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en régime intérieur** a été perçue à hauteur de 204 milliards de FCFA avec un écart positif de 17,4 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 186,6 milliards de FCFA, en lien avec la poursuite du paiement régulier de cette taxe par les entreprises dont les difficultés de trésorerie ont été contenues par la mise en œuvre du plan de soutien économique ;
- **les taxes à l'exportation** ont été recouvrées à hauteur de **220,2 milliards de FCFA**, contre une prévision de 207,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 12,5 milliards de FCFA. Ce niveau de recouvrement est principalement lié à un volume exporté de cacao fèves plus élevé que prévu (1.124.484 tonnes en réalisation contre une prévision de 945.054 tonnes) ;
- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** ont été recouvrées à hauteur de 399,1 milliards de FCFA, contre une prévision de 390,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 8,4 milliards de FCFA qui résulte essentiellement d'un niveau plus élevé que prévu des mises à la consommation en volume des biens intermédiaires (3.259.089 tonnes en réalisation contre 2.927.318 tonnes prévus).

L'effet des évolutions favorables susmentionnées a été toutefois atténué par les contreperformances enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes, notamment les revenus du gaz (-4 milliards de FCFA) et la taxe sur les télécommunications (-2,5 milliards de FCFA).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **54 milliards de FCFA**, avec un dépassement de 25,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif, en lien avec la perception d'un montant plus élevé qu'anticipé de commissions sur transferts hors UEMOA. Les recettes non fiscales comprennent

35,9 milliards de FCFA de recettes des services, 13 milliards de FCFA de revenus du domaine, 3,8 milliards de FCFA au titre du Fonds d'Investissement en Milieu Rural et 1,2 milliard de FCFA de dividendes.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de **91,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 165,1 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation concerne les dons-projets pour 18,1 milliards de FCFA et les dons-programmes pour 73,8 milliards de FCFA perçus dans le cadre du C2D.

Les privatisations et ventes d'actifs, non initialement prévues, se sont chiffrées à 1 milliard de FCFA et portent sur la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Les transferts des entreprises quant à eux se sont situés à 0,14 milliard de FCFA contre une prévision de 0,8 milliard de FCFA.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **546,4 milliards de FCFA** contre 981,9 milliards de FCFA prévus, en lien avec le réaménagement opéré dans le calendrier des émissions, consécutif à l'impact de la Covid-19 sur la mobilisation des appuis budgétaires ainsi que sur le comportement des marchés. Ce montant comprend 232,1 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émis par adjudication, 227,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI), ainsi que 86,6 milliards de FCFA de bons du Trésor.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à 970 milliards de FCFA contre un objectif de 883,1 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 109,8%. Cette réalisation comprend 669,5 milliards de FCFA d'emprunts-programmes contre une prévision de 536 milliards de FCFA, ainsi que 300,5 milliards de FCFA d'emprunts-projets pour un objectif de 347,1 milliards de FCFA.

II.2. EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2020, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **3.428,7 milliards de FCFA** pour une prévision révisée de 3.862,7 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 88,8%. Ces dépenses se déclinent comme suit.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **331,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 349,2 milliards de FCFA. Elles ont porté sur la dette intérieure pour 131,8 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 199,8 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **892,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 881,8 milliards de FCFA. Ce niveau d'exécution s'explique essentiellement par la transmission plus accélérée que prévue des dossiers de premier mandatement pour les paiements des nouveaux fonctionnaires, résultant de l'impact de la mise en place du nouveau dispositif de traitement des actes administratifs au sein du Ministère de la fonction publique.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées à hauteur de **33,3 milliards de FCFA** contre une prévision de 49,6 milliards de FCFA, en raison notamment du retard observé dans la transmission des factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (25,4 milliards de FCFA), de téléphone (4,5 milliards de FCFA) et d'eau (3,4 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services se sont chiffrés à **222,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 422,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 200,1 milliards de FCFA, en liaison principalement avec le niveau moins élevé qu'attendu de l'exécution du plan de riposte sanitaire contre la Covid-19 (26 milliards de FCFA contre 95,9 milliards de FCFA prévus), consécutif au délai plus long de mise en place de certaines dispositions pratiques.

Les transferts se sont établis à **382,8 milliards de FCFA** pour une prévision de 636 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 253,1 milliards de FCFA, résultant du niveau d'exécution moins élevé que programmé des dépenses du plan de soutien économique, social et humanitaire (184,5 milliards de FCFA réalisés pour une prévision de 445,5 milliards de FCFA), consécutif également au délai plus long enregistré dans la mise en place des dispositifs réglementaire et organisationnel.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **109,4 milliards de FCFA** contre **84,8 milliards de FCFA** prévus, en lien avec une exécution plus tôt que prévue des transferts liés à l'organisation des élections et un besoin de renforcement supplémentaire du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **791,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 797,1 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 99,3%.

Ces dépenses ont été financées à 59,8% sur les ressources intérieures et 40,2% sur les ressources extérieures.

L'analyse des **taux de consommation des crédits d'investissement** (hors dépenses de sécurité et d'élections) des institutions et ministères, fait ressortir que trente-deux (32) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50% et dix-neuf (19) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 50%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent **le remboursement du capital au titre de la dette publique**, se sont établies à **665,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 641,9 milliards de FCFA. Les paiements effectués comprennent 455,5 milliards de FCFA de remboursements au titre de la dette intérieure et 210 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure.

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.298,9 milliards de FCFA** à fin juin 2020, en deçà de l'objectif plancher de 1.326,8 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire à fin juin 2020 ressort ainsi à **-825,4 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher de -1.425 milliards de FCFA tel que fixé dans le cadre du programme économique et financier.

L'exécution du budget au cours du premier semestre 2020, s'est faite en mode budget-programmes, dans un environnement marqué par les effets de la pandémie de la Covid-19.

Elle a été caractérisée par un niveau satisfaisant de mobilisation des ressources, avec une performance relativement bonne enregistrée au niveau des recettes fiscales par rapport aux prévisions révisées, ainsi qu'une maîtrise dans l'exécution des dépenses qui ont été globalement contenues dans les limites prévisionnelles, assurant ainsi le respect des critères budgétaires révisés en avril 2020 du programme économique et financier.

Les efforts de mobilisation des ressources, d'amélioration de la consommation des crédits d'investissement et la maîtrise des charges de fonctionnement se poursuivront au deuxième semestre 2020, afin de garantir l'atteinte des objectifs du programme économique et financier.

III.1. ESTIMATION DES RESSOURCES

Initialement attendues à 4.379,5 milliards de FCFA, **les ressources budgétaires** devraient s'établir à **4.011,8 milliards de FCFA**. Elles se décomposent comme suit :

- 3.641,1 milliards de FCFA de recettes fiscales ;
- 95,7 milliards de FCFA de recettes non fiscales ;
- 275 milliards de FCFA de dons.

Les ressources de trésorerie ressortiraient quant à elles à **3.879,3 milliards de FCFA** contre 2.921,7 milliards de FCFA initialement programmés.

Ce montant inclurait 1 milliard de FCFA au titre de la privatisation et vents des actifs, 10 milliards de FCFA de produits de transferts aux entreprises, 106,1 milliards de FCFA d'intégration de ressources additionnelles C2D, 1.209,6 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché monétaire et financier et 2.552,6 milliards de FCFA au titre des ressources extérieures d'emprunt hors titres publics.

Ces évolutions résultent globalement de l'impact de la Covid-19.

III.2. ESTIMATION DES DEPENSES

Les dépenses budgétaires devraient s'établir à **6.720,7 milliards de FCFA** au 31 décembre 2020 contre 5.962 milliards de FCFA initialement prévues. Cette hausse s'explique essentiellement par l'effet combiné de la prise en compte de l'augmentation des charges financières de la dette, des charges liées au plan de riposte sanitaire ainsi qu'au plan de soutien économique, social et humanitaire.

Le niveau attendu des dépenses budgétaires au 31 décembre 2020 se décompose comme suit :

- 760,1 milliards de FCFA prévus de charges financières de la dette publique ;
- 1.770,1 milliards de FCFA de charges de personnel ;
- 634,4 milliards de FCFA consacrés à l'acquisition des biens et services ;
- 922,9 milliards de FCFA prévus pour les dépenses en transferts ;
- 126,1 milliards de FCFA au titre des dépenses de sécurité et d'élections ;
- 2.537,1 milliards de FCFA consacrés aux dépenses d'investissement.

Les charges de trésorerie se situeraient à **1.170,6 milliards de FCFA** contre 1.494,1 milliards de FCFA initialement prévues. Elles sont essentiellement composées de l'amortissement de la dette publique qui englobe 842,7 milliards de FCFA de dette intérieure et 327,8 milliards de FCFA de dette extérieure.

Le solde budgétaire à fin décembre 2020 devrait s'établir à **-2.084,5 milliards de FCFA** soit 5,9% du PIB, contre -862,8 milliards de FCFA soit 3% du PIB.

Cette dégradation s'explique par les effets de la Covid-19 et les efforts du gouvernement pour soutenir l'économie et la population.

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE

(Etat de réalisation à fin juin 2020)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin juin 2020		perspectives fin décembre 2020 (hors comptes spéciaux)	DEPENSES	Budget 2020 (hors comptes spéciaux)	Fin juin 2020		perspectives fin décembre 2020 (hors comptes spéciaux)
		Objectif	Réalisation				Objectif	Réalisation	
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES									
RECETTES FISCALES (y/c FER)	4 087,9	1 584,2	1 740,5	3 641,1	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	643,0	349,2	331,6	760,1
- DGI	2 258,6	794,3	895,6	1 923,0	Dettes intérieure	252,6	128,4	131,8	296,9
- TRESOR	12,1	6,0	5,7	10,1	Dettes extérieure	390,4	220,8	199,8	463,2
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	1 817,2	783,8	839,3	1 708,0					
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	86,7	28,2	54,0	95,7	PERSONNEL	1 770,1	881,8	892,2	1 770,1
Recettes non fiscales Trésor	49,1	9,6	37,1	62,0	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	672,1	471,9	255,4	634,4
Revenus du domaine DGI	29,7	14,8	13,0	26,0	Abonnement	110,2	49,6	33,3	110,2
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0			0,0	Autres achats de biens et services	561,9	422,3	222,1	524,2
Licences de télécommunication	0,2	0,0	0,0	0,0					
Fonds d'investissement en milieu rural	7,7	3,8	3,8	7,7	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	530,8	636,0	382,8	892,9
					Subvention au secteur électricité	14,0	0,0	6,8	14,0
DONS	359,7	165,1	91,9	275,0	Autres transferts	516,8	636,0	376,0	878,9
Dons programmes	169,3	79,4	73,8	107,9	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	98,9	84,8	109,4	126,1
AFD (C2D)	147,6	79,4	73,8	73,8	sur financement intérieur	98,9	84,8	109,4	126,1
GVT Espagnol (PCD)	7,3	0,0	0,0	0,0	dont investissement	8,0			20,2
UE	14,4	0,0	0,0	17,7	sur financement extérieur				
BEI				16,4					
Dons projets	190,4	85,7	18,1	163,5	INVESTISSEMENT	2 247,1	797,1	791,9	2 537,1
Autres dons				3,6	- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 078,9	364,3	473,3	1 213,3
					Projets C2D et PCD	154,9	69,7	120,3	215,8
					Investissement FIMR	7,7	3,8	7,7	7,7
					Fonds d'Entretien Routier	147,1	69,5	62,2	140,1
					Autres investissements	769,2	221,3	287,0	849,7
					- Financement extérieur des projets	1 168,2	432,8	318,6	1 323,8
					Emprunts-projets	977,8	347,1	300,5	1 160,3
					Dons-projets	190,4	85,7	18,1	163,5
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	4 534,3	1 777,5	1 886,4	4 011,8	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	5 962,0	3 220,8	2 763,3	6 720,7
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE									
Privatisation et ventes d'actifs	126,3	0,0	1,0	1,0	Amortissement de la dette publique	1 494,1	641,9	665,4	1 170,5
Transfert des entreprises/dette rétrocedée	1,5	0,8	0,1	10,0	Dettes intérieure	1 015,1	426,7	455,5	842,7
Intégration de ressources C2D				106,1					
Emprunts sur marchés monétaire et financier	1 494,4	981,9	546,4	1 209,6	Dettes extérieure	479,0	215,2	210,0	327,8
Emprunts obligataires		407,2	227,7						
Bons et obligations du Trésor		499,7	318,7						
Eurobonds		75,0	0,0						
Emprunts programmes	321,8	536,0	669,5	1 392,3					
FMI	152,5	536,0	536,0	688,4					
Banque Mondiale	113,5	0,0	118,5	337,2					
BOAD			15,0	15,0					
Allemagne				26,1					
BAD	49,2			150,2					
AFD	6,6			39,8					
Autres emprunts programme				135,6					
Emprunts-projets	977,8	347,1	300,5	1 160,3					
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	2 921,7	1 865,9	1 517,5	3 879,4	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	1 494,1	641,9	665,4	1 170,5
TOTAL GENERAL	7 456,1	3 643,3	3 403,8	7 891,2	TOTAL GENERAL	7 456,1	3 862,7	3 428,7	7 891,2

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2020)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN JUIN		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	1 584,2	1 740,5	156,3
<u>DGI</u>	<u>794,3</u>	<u>895,6</u>	<u>101,3</u>
Impôts directs	397,4	484,1	86,6
BIC pétrole et gaz	24,4	23,3	-1,1
- BIC pétrole	0,0	1,7	1,7
- BIC gaz	24,4	21,6	-2,8
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	373,0	460,8	87,7
- BIC hors pétrole	121,6	185,0	63,3
- Impôt synthétique et AIRSI	7,7	9,2	1,5
- Impôts sur revenus et salaires	221,8	242,0	20,2
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	21,8	24,6	2,7
Impôts indirects	396,9	411,5	14,6
TVA (hors part secteur électricité)	186,6	204,0	17,4
TOB	37,6	37,3	-0,3
Taxes sur boissons et tabacs	29,1	28,8	-0,3
Droits d'enregistrement et de timbre	66,4	67,8	1,3
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>18,8</i>	<i>19,3</i>	<i>0,5</i>
Patentes et Licences	15,5	16,9	1,4
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,7	0,7
Taxe d'exploitation du gaz	10,5	9,3	-1,2
Taxes sur les télécommunications	27,5	25,0	-2,5
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	10,5	10,7	0,2
Taxe ad valorem	12,1	12,2	0,1
Accises et autres taxes indirectes	1,0	-1,3	-2,3
<i>dont Taxe pr le dev touristique</i>	<i>0,4</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,2</i>
<u>TRESOR</u>	<u>6,0</u>	<u>5,7</u>	<u>-0,4</u>
Impôts directs	5,4	4,8	-0,7
Impôts sur revenus et salaires	5,4	4,8	-0,7
Impôts indirects	0,6	0,9	0,3
Timbres et vignettes	0,6	0,9	0,3
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>783,8</u>	<u>839,3</u>	<u>55,4</u>
Droits et taxes à l'importation	576,1	619,0	42,9
Taxes sur produits pétroliers	185,4	219,9	34,6
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	390,7	399,1	8,4
Taxes à l'exportation	207,7	220,2	12,5

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement de Institutions et Ministères (hors dépenses "sécurité et élections)

(en FCFA)

Institutions et Ministères	Dotation 2020	Exécution fin juin 2020	Taux d'exécution
Ministère de la Communication et des Médias	17 819 000 000	0	0,0%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	155 389 765	0	0,0%
Ministère des Mines et de la Géologie	492 666 183	0	0,0%
Ministère de l'Artisanat	1 126 891 779	0	0,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre des Transports, chargé des Affaires Maritimes	18 103 000 000	234 000 000	1,3%
Ministère des Affaires Etrangères	4 153 776 375	67 144 477	1,6%
Secrétariat d'Etat chargé du Service Civique	155 389 768	2 566 972	1,7%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	3 925 417 632	156 009 005	4,0%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	15 435 000 000	635 657 647	4,1%
Ministère de l'Economie et des Finances	23 067 000 000	955 943 000	4,1%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	9 417 233 692	622 695 910	6,6%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat	92 182 000 000	6 866 333 749	7,4%
Ministère des Sports	90 670 000 000	7 923 814 930	8,7%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables	227 720 000 000	29 906 000 000	13,1%
Ministère de l'Assainissement et la Salubrité	56 533 000 000	8 556 688 500	15,1%
Ministère de l'Economie Numérique et de la Poste	13 051 000 000	2 015 768 426	15,4%
Ministère de l'Hydraulique	111 670 000 000	17 476 000 000	15,6%
Ministère de la Promotion de la Riziculture	77 694 882	17 500 000	22,5%
Ministère du Tourisme et des Loisirs	345 742 227	78 085 154	22,6%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	92 063 000 000	22 715 000 000	24,7%
Secrétariat d'Etat au Renforcement des Capacités	633 532 185	160 600 000	25,3%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	228 800 000 000	66 138 000 000	28,9%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme, chargé du Logement Social	20 228 000 000	6 088 820 228	30,1%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	74 776 000 000	22 559 000 000	30,2%
Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier	516 558 423 956	160 396 000 000	31,1%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	30 685 000 000	9 764 815 558	31,8%
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	1 036 375 713	345 170 600	33,3%
Ministère du Plan et du Développement	23 735 000 000	8 031 329 958	33,8%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, chargée de l'Autonomisation de la Femme	710 421 253	256 134 000	36,1%
Ministère de la Promotion des PME	349 626 971	127 636 364	36,5%
Primature et Services Rattachés	41 140 000 000	17 359 000 000	42,2%
Ministère du Commerce et de l'Industrie	2 114 587 652	959 341 639	45,4%
Ministère de la Fonction Publique	586 820 180	301 369 182	51,4%
Représentation Nationale	543 864 177	282 809 372	52,0%
Secrétariat d'Etat auprès du Ministre de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	35 906 000 000	19 623 000 000	54,7%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	71 884 000 000	40 087 000 000	55,8%
Ministère des Transports	22 562 000 000	13 408 000 000	59,4%
Ministère des Eaux et Forêts	8 240 902 680	4 957 257 929	60,2%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	155 125 576 044	94 803 000 000	61,1%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	427 904 135	262 415 875	61,3%
Ministère de la Solidarité, de la Cohésion Sociale et de la Lutte Contre la Pauvreté	40 836 000 000	25 380 773 500	62,2%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	60 438 000 000	38 678 000 000	64,0%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	13 282 000 000	8 729 758 636	65,7%
Cour Suprême	236 969 392	158 600 000	66,9%
Cour des Comptes	466 169 295	312 000 000	66,9%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	12 051 000 000	8 069 874 742	67,0%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes	33 319 000 000	22 333 000 000	67,0%
Présidence de la République	42 121 000 000	34 925 000 000	82,9%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	18 826 000 000	16 978 000 000	90,2%
Commission Electorale Indépendante	150 000 000	150 000 000	100,0%
Ministère auprès du Premier Ministre, chargé de la Promotion de l'Investissement Privé	5 233 084 647	5 233 084 647	100,0%
S/TOTAL	2 241 166 460 583	725 088 000 000	32,4%
Comptes Spéciaux	154 752 600 000	66 012 000 000	42,7%
TOTAL	2 395 919 060 583	791 100 000 000	33,0%

Source : SIB/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2020

(en FCFA)

DOMAINES	2019	2020		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin Juin
01 Agriculture et développement rural	109 402 006 864	135 026 151 602	56 910 457 879	63 692 547 867
01.0 Administration générale	51 963 860 554	78 176 186 166	27 031 378 875	4 007 466 217
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	7 057 337 170	14 952 937 337	3 671 196 729	30 377 000 000
01.2 Formation et encadrement	38 300 036 691	32 977 701 501	19 923 515 915	25 206 000 000
01.3 Aménagement hydro-agricole	1 111 772 449	1 252 326 598	578 339 291	268 081 650
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR, FIMR)	10 969 000 000	7 667 000 000	5 706 027 068	3 834 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	13 111 795 193	19 246 198 167	6 820 699 998	3 527 263 512
02.0 Administration générale / formation et encadrement	8 384 959 976	8 357 705 519	4 361 820 457	2 812 714 166
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	1 836 509 377	1 442 302 190	955 344 354	345 595 162
02.2 Pêche et aquaculture	2 890 325 840	9 446 190 458	1 503 535 188	368 954 184
03 Education	1 262 806 970 427	1 342 712 135 525	656 906 806 005	587 804 004 533
03.0 Administration générale	34 300 242 261	54 184 198 006	17 842 839 893	20 178 874 529
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	530 611 025 755	567 542 615 890	276 021 595 004	287 000 000 000
03.2 Alphabétisation	451 952 719	441 080 032	235 103 879	0
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	450 336 668 683	478 455 911 177	234 263 216 453	132 910 000 000
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	247 107 081 009	242 088 330 420	128 544 050 776	147 715 130 004
04 Santé	387 376 239 456	446 236 000 000	201 511 469 403	152 344 453 701
04.00 Administration générale santé	194 984 053 055	214 547 220 829	101 429 873 697	101 833 220 799
04.01 Système de santé primaire	87 034 000 000	60 679 337 067	45 274 716 004	7 154 359 525
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	5 099 754 035	15 570 300 000	2 652 870 322	0
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	34 170 234 054	47 470 599 966	17 775 210 177	835 108 181
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	587 046 181	33 531 307 788	305 378 922	18 699 000 000
04.05 VIH/SIDA	19 218 647 428	24 721 428 427	9 997 458 514	1 099 765 196
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 282 504 703	49 715 805 923	24 075 961 766	22 723 000 000
05 Eau et Assainissement	52 230 448 072	108 317 991 977	27 170 056 567	31 836 219 353
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	39 223 562 983	56 601 342 461	20 403 930 357	5 573 219 353
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	13 006 885 089	51 716 649 516	6 766 126 209	26 263 000 000
06 Energie	210 912 378 854	143 443 545 597	109 715 720 918	35 143 400 000
06.1 Accès à l'électricité	210 912 378 854	143 443 545 597	109 715 720 918	35 143 400 000
07 Routes et ouvrages d'art	393 749 880 396	396 001 405 061	204 827 010 266	274 348 008 242
07.1 Entretiens pistes rurales	26 721 609 041	2 745 047 752	13 900 467 179	0
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	29 808 346 363	1 500 000 000	15 506 174 784	108 548 008 242
07.3 Autres travaux routiers	337 219 924 992	391 756 357 309	175 420 368 303	165 800 000 000
08 Affaires Sociales	40 492 168 516	46 724 229 220	21 063 853 551	80 174 009 326
08.0 Administration générale	32 386 117 753	19 694 481 791	16 847 120 479	8 663 493 842
08.1 Formations destinées aux femmes	1 296 525 468	1 342 334 370	674 447 025	429 170 919
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 776 911 773	1 737 216 911	1 964 733 413	37 377 473
08.3 Formation au personnel d'appui	1 440 594 273	2 128 224 270	749 391 003	367 967 092
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 592 019 249	21 821 971 878	828 161 631	70 676 000 000
09 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	34 887 447 475	21 971 000 000
09.1 Décentralisation	67 066 000 000	81 207 613 906	34 887 447 475	21 971 000 000
10 Reconstructions et réhabilitations	2 158 768 221	18 740 309 873	1 122 982 031	6 336 735 165
10.1 Reconstruction et réhabilitation		1 016 480 000		0
10.2 Habitat et logement sociaux	2 158 768 221	17 723 829 873	1 122 982 031	6 336 735 165
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	11 271 710 744	17 256 788 801	5 863 495 907	41 725 633 116
11.1 Promotion et insertion des jeunes	10 175 845 287	15 242 297 266	5 293 431 366	39 905 123 349
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 095 865 457	1 191 913 848	570 064 542	1 820 509 767
TOTAL	2 550 578 366 744	2 754 912 369 729	1 326 800 000 000	1 298 903 274 815

Source : SIB/DGBF